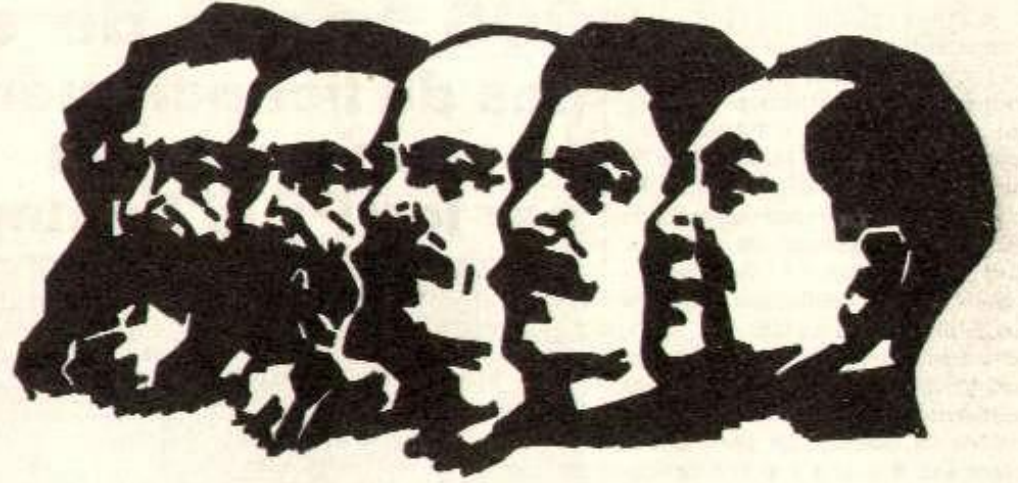


front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE N° 49 / 7 DECEMBRE 1972 / PRIX 0,50 F / CCP FRONT ROUGE 204-51 LYON / BP 47 / 69397 LYON CEDEX 3

la campagne électorale DENONÇONS TOUTES LES TENTATIVES DE DUPERIE DES MASSES

A moins de 3 mois des législatives le tintamarre du cirque électoral s'amplifie et envahit quotidiennement la radio et la télé, se répand dans tous les journaux de la bourgeoisie. Alors que Debré réaffirme à Lille "la vocation éternelle" de l'UDR à dominer la majorité, Poniatowski, le second de Giscard, en présentant le programme des Républicains Indépendants lance un nouvel appel aux réformateurs (Lecanuët, J.J.S.S.) et ces derniers font savoir que leur ralliement au gouvernement pourra se négocier... après les élections. Pendant ce temps Marchais-Mitterrand rassemblent de toute la France leurs supporters pour remplir un soir le palais des expositions de la porte de Versailles. Derrière ces "votez pour nous, nous changerons la société" qui fusent de partout, au-delà du point commun de tous ces individus que est de faire croire aux masses que leur bulletin de vote peut changer leurs conditions d'exploitation, quelle est la signification de la mise sur pieds de toutes ces combinaisons électorales, quelle est la signification de ces alliances et de ces contradictions entre les partis bourgeois ?

**L'UNION DE LA GAUCHE
AU GOUVERNEMENT :
PAS ENCORE UNE NECESSITE
POUR LA BOURGEOISIE**

Une combinaison dont le but est clair, c'est "l'union de la gauche", l'union de 3 partis bourgeois : P.C.F., PS et radicaux de "gauche" autour d'un programme commun de gouvernement. Non seulement la bourgeoisie s'appuie sur le P.C.F. pour diffuser dans la classe ouvrière les illusions sur la prise du pouvoir par le passage parlementaire, pour perpétuer sous sa forme révisionniste l'idéologie de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier ; mais aussi elle est prête à intégrer le P.C.F. à l'équipe gouvernementale gestionnaire de ses intérêts, dans le cas où la pression révolutionnaire des masses nécessiterait, pour poursuivre et organiser leur exploitation, d'utiliser les capacités de ce parti à duper les masses. On sait par exemple comment le passage du P.C.F. au gouvernement en 44-47 fut voulu par la bourgeoisie et utilisé par elle, pour exploiter au maximum la classe ouvrière et relever au plus vite l'impérialisme français des ruines de la guerre. De même aujourd'hui l'existence de l'union de la gauche, la signature du programme commun, sont un recours de la bourgeoisie pour désamorcer un éventuel mouvement de masse. L'absence aujourd'hui d'un tel mouvement, qui soutienne le programme PC-PS, laisse à la bourgeoisie la possibilité de s'appuyer sur d'autres partis pour gouverner, et rend donc fort improbable le succès de l'union de la gauche aux législatives !



Adapter l'équipe
gouvernementale
à la nouvelle politique
de l'impérialisme
français !

**ADAPTER L'EQUIPE
GOUVERNEMENTALE AUX
CHANGEMENTS DE POLITIQUE
DE L'IMPERIALISME FRANCAIS**

C'est visiblement une autre combinaison qui rassemble aujourd'hui les faveurs de la bourgeoisie. Il s'agit de la combinaison prônée à la fois par les "Républicains Indépendants" de Giscard, les "centristes" de Duhamel, et les "réformateurs" de Lecanuët, Servan Schreiber, qui tous sont favorables d'une part à saper le rôle dominant de l'UDR dans l'équipe gouvernementale, d'autre part à se partager à 4 (les 3 précédents + l'UDR) les portefeuilles ministériels dans le prochain gouvernement. Les preuves en sont multiples : chaque semaine est émaillée de déclarations de Duhamel ou de Poniatowski qui appellent les centristes d'opposition à les rejoindre au sein de la majorité "puisque rien ne les sépare". Et de leur côté, Lecanuët et Servan Schreiber, s'ils refusent de franchir ce pas tout de suite car ils escomptent gagner plus de sièges en se présentant hors de la majorité, en non dedans, ils ont plusieurs fois souligné l'attitude positive de Pompidou, par exemple au moment du référendum sur l'Europe. Et les preuves ne résident pas seulement dans les déclarations de ces hommes politiques ; elle résident aussi dans le déclin si incontestable, si permanent, de l'UDR, qu'il ne peut qu'avoir été planifié, organisé. Si on fait la liste des avatars subis par l'UDR depuis plus d'un an, on a l'embarras du choix. Il y a d'abord les scandales, subitement révélés au grand jour, alors qu'ils sont la loi permanente du régime capitaliste :



Chaban Delmas, Rives Henrys, De Grailly, Tomasini, Sibeud, Modiano, Charret, Bonhomme... tous députés (ou ministres) UDR sont dénoncés dans la presse comme baignant dans les affaires louches. Il y a ensuite les défections, les démissions de l'UDR. La plus spectaculaire c'est Jeanneney, ancien ministre de De Gaulle qui passe



chez les réformateurs, opposants de la politique gaulliste ; de nombreux députés UDR se posent aujourd'hui la question du reclassement. Tous ces coups dirigés contre l'UDR ne sont pas partis tous seuls, et à n'importe quel moment ; ceux qui en profitent directement (Giscard, Duhamel, Lecanuët) en sont incontestablement les instigateurs. Mais pourquoi la bourgeoisie dont ces hommes politiques ne sont que les gérants, tolère-t-elle précisément aujourd'hui ces attaques contre l'UDR à qui jusqu'à présent le rôle du gérant principal était dévolu ?

Une première constatation s'impose : l'UDR, comme le gaullisme s'identifie à certains choix bien précis dans la politique de l'impérialisme français : mise en place du système d'oppression néo-colonial sur son ancien empire colonial, mise sur pieds des plans de restructuration de l'industrie, synonymes pour la classe ouvrière de chômage et d'intensification du travail, ouverture de liens suivis avec le social-impérialisme soviétique, lutte contre l'impérialisme US (retrait de l'OTAN, réclamation de l'étalon-or, condamnation de l'intervention US au Vietnam...) ... Cette politique c'est celle suivie par l'impérialisme français dans les années 60 quand il s'agissait d'arracher à l'impérialisme US les avantages qu'ils s'étaient arrogés au lendemain de la guerre de 45, conséquence de sa position d'impérialisme dominant. Une 2^e constatation s'impose aussi : la politique actuelle de l'impérialisme français est différente ; les changements les

(suite page 2)

**flambée
des
prix :**

**nouveau
record
en
octobre**

Comme prévu l'indice des prix publié par le gouvernement pour le mois d'octobre, confirme tout à fait la hausse de plus en plus rapide : + 0,9 %. Encore ne s'agit-il que d'une moyenne, car les produits indispensables aux travailleurs, ceux pour lesquels la totalité du salaire d'un ouvrier y passe, augmentent beaucoup plus : + 2,2 % pour la viande, (+ 19,1 % en un an), + 2,4 % pour les œufs, + 1,8 % pour les fruits et légumes, 1,3 % pour le poisson, 1,3 % pour les loyers, etc.

Le gouvernement annonce qu'il prend des "mesures", qu'elles vont être présentées le 6 décembre. En effet à l'approche des élections, la hausse des prix que ressentent de plus en plus durement les masses, ça fait mauvais effet : "il a tiré trop court" disent des proches de Giscard, façon de dire qu'avant les élections il n'arrive pas à camoufler les hausses afin de duper les masses exploitées.

Voilà pourquoi pour la bourgeoisie, il faut bien avoir l'air aujourd'hui de faire quelque chose. Parlant des mesures (qui ne sont pas encore rendues publiques à l'heure où Front Rouge est imprimé) Giscard d'Estaing déclarait le 27 novembre : "il n'est pas question de bloquer les prix et les salaires". Ceci ne signifie qu'une chose : probablement il n'y aura pas avant les élections de plan officiel de blocage des salaires, mais le gouvernement peut très bien tenter d'imposer dans les faits ce blocage : refus de toute augmentation de salaire, directives dans ce sens au patronat, emploi plus systématique de la violence policière contre les grèves les plus dures pour augmentation de salaires...

Pour mobiliser les travailleurs contre les hausses de prix, pour montrer que les chiffres admis par la bourgeoisie sont encore bien loin du compte, plus que jamais la réalisation d'un véritable indice des prix, associant largement les travailleurs à son élaboration, est à l'ordre du jour. Multiplions les initiatives comme celles que les camarades de Villefranche ont prises ! (voir p.2)

édito suite de la page 1

plus apparents concernent les rapports avec l'impérialisme US (abandon de la revendication de l'étalon-or, constitution de l'euro avec l'Angleterre, défense des positions yankees sur le vietnam...), FR s'est déjà exprimé là-dessus après la conférence européenne (n° 43). Ce changement de politique c'est la conséquence à la fois des acquis de la période gaulliste, à la fois du déclin de l'impérialisme US.

Ce changement de politique s'est accompagné pour la bourgeoisie d'un changement de personnel politique chargé de l'appliquer. Le plus spectaculaire a été il y a 3 ans 1/2 de renvoyer De Gaulle trépasser à Colombey et de le remplacer par Pompidou, cela avec l'active participation de Giscard qui appela à voter "non" à De Gaulle puis "oui" à Pompidou. De même aujourd'hui, la liquidation de l'UDR en tant que groupe dominant de la majorité, c'est la liquidation de l'héritage gaulliste, la liquidation d'une politique périmée pour l'impérialisme français ; c'est la mise en pratique d'une politique différente même si elle s'appuie sur les acquis de la politique passée qui expliquent la préparation d'une nouvelle combinaison gouvernementale avec les réformateurs, qui explique les contradictions entre ces partis bourgeois.

Pour les marxistes-léninistes, lutter contre le cirque électoral, combattre les illusions révisionnistes et réformistes sur la prise du pouvoir par les élections, passe par la dénonciation du rôle spécifique des différents partis bourgeois, passe par la dénonciation de la politique de l'impérialisme français défendu par ces partis.

berliet

200 f tout de suite ! pas de licenciement pour les 14 ouvriers jugés par les Prud'hommes !



Les ouvriers aux Prudhommes

Malgré des pertes de salaire qui commencent à chiffrer, et la fin de l'année qui approche, les ouvriers de Berliet entrent dans leur 9^e semaine de lutte pour de meilleurs salaires, des cadences moins élevées, de meilleures conditions de travail. Comme à Marseille (Réparations Navales), à Mulhouse (mines de potasse), ils luttent contre la rapacité de la bourgeoisie qui rend de plus en plus insupportables les conditions de vie des masses.

Si la CGT a jeté toutes ses forces dans la grève, c'est bien sûr qu'elle n'entend plus se laisser déborder, et isoler, comme au début de l'année, par des grèves spontanées menées par les

ouvriers de plus en plus déterminés à lutter contre l'aggravation de l'exploitation. C'est bien sûr que le programme commun lui permet de donner aux luttes qu'elle soutient aujourd'hui une issue électorale (voir Front Rouge n° 42). Mais l'attitude de la CGT à Berliet s'explique aussi par la situation propre de l'entreprise : Berliet, filiale de Citroën, est comme Citroën, contrôlé en premier par Michelin, en second par Fiat. Or Fiat a ses camions (UNIC), et voudrait que Michelin laisse tomber Berliet. Pour Berliet qui, à lui seul, n'est pas assez compétitif, la seule solution est de s'unir avec un grand : Mercedes ou Saviem. Le gouvernement

préconise l'union avec Saviem. Et les révisionnistes lui emboîtent le pas, souhaitant, en bons défenseurs de l'impérialisme français (ce qu'ils appellent "l'intérêt national") la création d'un grand français du poids lourd et faisant miroiter aux ouvriers les avantages que leur donnerait l'union avec une entreprise nationalisée. En face, il y a Paul Berliet, qui menace de s'installer... dans la Sarre. Pour les révisionnistes, l'occasion est vraiment trop bonne d'utiliser la haute combativité de la classe ouvrière à leurs fins propres, d'utiliser les ouvriers de Berliet comme une masse de manoeuvre pour obliger Berliet, s'il veut la "paix sociale", à céder sur l'unité avec la Saviem.

Après 8 semaines de lutte, Berliet ne mobilise en tout et pour tout que 200 personnes. Ils se réservent pour le 27 novembre où, pour soutenir les bonzes syndicaux, inculpés sous le coup de la loi anti-casseur, ils mobilisent plus de 10 000 personnes, allant jusqu'à utiliser les employés des municipalités révisionnistes à plus de 30 km à la ronde. Contraste frappant, surtout quand on pense que les 14 ouvriers risquent beaucoup plus que les 9 bonzes syndicaux :

- pour les ouvriers : en admettant qu'ils n'aient pas de condamnation aux Prudhommes, Berliet après la grève pourra les licencier sans bruit.
- pour les bonzes syndicaux : ils risquent, en principe, de 1 à 5 ans de prison. En principe, car ils dépendent

maintenant, non plus de Berliet, mais de l'appareil d'état bourgeois qui représente les intérêts de la classe capitaliste dans son ensemble. Or, en aucun cas, quoiqu'en pense Berliet, la bourgeoisie n'a pas intérêt aujourd'hui à jeter en prison des dirigeants syndicalistes : les syndicats sont pour elle des "interlocuteurs valables" rompus au jeu de la "concertation" ; à Berliet, ils ont même donné l'exemple de la collaboration de classe en signant en 70 le premier contrat "de progrès" du privé. Aussi Ceyrac, le futur président du CNPF est venu à Lyon marquer son désaccord avec Berliet. Aussi la communauté urbaine de Lyon "fait appel à l'esprit de conciliation des parties en présence". Et le Progrès du 28/11 conclut : "...d'ailleurs d'ici le 18 décembre (date du renvoi du procès) bien des choses peuvent changer".

Car enfin les révisionnistes ont les mêmes idées que le gouvernement bourgeois sur l'avenir de Berliet, et défendent activement sa poligie. Car enfin la bourgeoisie n'a pas la mémoire si courte : le 1^{er} mai 70 pendant que la loi scélérate était en paroles combattue par le P^{CC}F au parlement, la CGT et le P^{CC}F à la manifestation faisaient crier : "les casseurs sont derrière" et livraient ainsi les révolutionnaires aux matraques de la police de Marcellin. Et quel est le parti bourgeois qui a crié le plus fort pour faire jeter Geismar en prison : le P^{CC}F. Depuis mai 70, la loi anti-casseurs a été appliquée plusieurs fois contre des révolutionnaires, et c'est sa seule destination : chaque fois, les révisionnistes du P^{CC}F et de la CGT ont marqué leur entière solidarité avec... Marcellin ; trop contents de voir en prison ceux qui dénonçaient leurs politiques de collaboration de leur classe.

A BERLIET 200 F POUR TOUS SOUTENONS LES 14 OUVRIERS MENACÉS DE LICENCIEMENT DEMASQUONS LES MANOEUVRES DES REVISIONNISTES



PROBLEMES de notre REVOLUTION

Il y a des gens pour qui tout est simple et facile. Qui n'est pas avec eux ou les critique est ennemi à abattre, policier ou agent du P^{CC}F. Avec une telle mentalité, on a vite fait d'aller en besogne, d'autant plus vite que le bagage politique qu'on colporte est léger, que le groupe que l'on anime est éfilané. Plus vaste est le vide théorique, l'indigence de la pensée, l'opportunisme des propositions politiques, plus cinglante est l'insulte, plus grossier le mensonge, plus basse la démagogie. Lenine disait des critiques de Rosa Luxemburg que les aigles pouvaient voler aussi bas que les poules mais que le contraire n'était pas vrai. Voyons donc comment caquètent ces poules qui courent sur nos plates-bandes. Il s'agit bien sûr, et encore une fois, du dernier carré des sectaires de l'Humanité Rouge qui sont la honte du mouvement marxiste-léniniste.

En effet comment procédent ces gens ? Nous nous trouvons dans une période historique où il est nécessaire de rassembler sur des propositions politiques claires et justes des militants révolutionnaires d'origine diverses. Les uns, séparés par les conséquences désastreuses qu'entraînaient sur le plan politique et organisationnel les erreurs opportunistes et l'incapacité flagrante d'une direction à impulser le centralisme démocratique, doivent et peuvent se réunir. Les autres, influencés par les courants spontanistes qui sont aujourd'hui en complète décomposition ont à juger du prix qu'il faut payer pour le mépris d'une analyse marxiste de la réalité et de la pratique qu'elle commande : échec du travail de masse et opportunisme outrancier. Les autres, illusionnés par le "verbalisme révolutionnaire" du PSU, ont touché au fond du bourbier social-démocrate agencé par Rocard et veulent aujourd'hui mettre en concordance leur projet révolutionnaire et leur pratique quotidienne. Trompés par le révisionnisme, ils le rejettent comme le rejetteront les milliers d'ouvriers encore dévoyés par le caractère de masse et le passé combatif du P^{CC}F. Pour tous ces militants, les choses ne sont pas et ne peuvent pas être parfaitement claires. Trop souvent, derrière l'apparence révolutionnaire, s'est cachée une réalité décevante. Aucune organisation n'a, sauf la notre — et c'est là notre conviction profonde — tenu ses promesses. Et nous reconnais-

à propos de l'humanité rouge

contre l'amalgame et la calomnie pour une polémique léniniste

sons nous mêmes nous être souvent trompés. La condition pour que l'ensemble de ces militants reprennent confiance et progressivement s'unifient est avant tout que l'on justifie par une analyse scientifique de la réalité, les choix politiques faits, que l'on considère comme un tout la pratique engagée et l'avancée théorique nécessaire. Justifier les choix politiques, ce n'est pas seulement s'en convaincre soi-même mais en convaincre les autres, en débattre, accepter qu'ils soient remis en cause par d'autres et mener bataille pour qu'ils triomphent, arguments à l'appui. C'est bien se persuader qu'ils peuvent être acceptés et repris par d'autres si l'on sait combattre les conceptions erronées qui aboutissent à la division.

Se persuader de cela, c'est en réalité, se donner les moyens pour que ces choix politiques soient repris par les masses, pour qu'ils se transforment en force matérielle. Car l'unité des militants révolutionnaires est devenue aujourd'hui une impétueuse nécessité. Une raison importante qui fonde le découragement ou le scepticisme de nombreux ouvriers révolutionnaires par rapport à la lutte politique, c'est précisément la division des forces et des organisations révolutionnaires. Ils ne sentent pas dans la diversité des groupes plus ou moins rivaux, une force politique cohérente et solide, capable d'abattre un jour la bourgeoisie, d'où leur hésitation à aller plus loin, à passer d'une conviction révolutionnaire plus ou moins vague à un engagement militant. S'ils sentaient qu'il existe une force politique, sachant où elle va, active et relativement nombreuse, c'est par certaines que s'y joindraient des ouvriers les plus exploités de notre pays. Or rassembler cette force est possible, examiner les divergences et les ouvriers par la lutte politique et idéologique, s'engager dès maintenant dans l'unité d'action nous semble un devoir. Nous nous sommes attachés pour notre part, à lever les obstacles réels qui existent par rapport à ce projet : nous avons rejeté les conceptions opportunistes que nous avons acquises ou maintenues, nous avons avancé des éléments d'analyse de la réalité que la confrontation de notre pratique concrète et de notre étude du marxisme a fait naître, nous nous engageons chaque jour dans les formes les plus larges de l'unité d'action, en sa-

chant nous démarquer du révisionnisme et des courants trotskystes à abattre.

Cette attitude responsable est appréciée par les gens de l'Humanité Rouge comme un signe de faiblesse. Ces sectaires incorrigibles, non seulement refusent nos propositions unitaires, sans accepter la moindre discussion, mais ce qui est plus grave, développent chez les militants qu'ils influencent et qui veulent à coup sûr faire la révolution, la conception erronée selon laquelle l'unité des révolutionnaires est inutile et impossible. Pour ces gens-là, voyez-vous, tout ce que les militants ont acquis d'expériences et de contacts tirés de leur travail n'a pas d'intérêt. La division des révolutionnaires, inévitable au lendemain de 68, mais qu'ils ont fortement contribué à accroître par leurs erreurs, n'a pas besoin d'être surmontée. Le choix est simple : ou les rejoindre, eux qui ne se sont jamais gravement trompés, eux dont la ligne, comme ils ont osé l'écrire le 1^{er} mars dernier, a toujours été prolétarienne, ou passer son chemin. Nous avons dû, quant à nous, nous séparer de ces gens, seulement parce qu'ils nous y ont contraints, parce qu'ils ont refusé d'appliquer le centralisme dans leurs rangs, parce qu'incapables de corriger leurs erreurs, ils ont préféré organiser la scission dans nos rangs. Qu'ils se soient ce faisant, coupés de la grande masse des militants marxistes-léninistes ne doit pas empêcher de rechercher aujourd'hui l'unité avec eux. Non pas une unité sans principe, non pas une unité sur leurs positions que nous jugeons fausses, mais une unité de principe, basée sur un accord de fond politique et organisationnel, sur une ligne juste et le centralisme démocratique, l'unité que les éléments révolutionnaires de la classe ouvrière veulent et qu'il faudra bien, si l'on veut réussir, réaliser. Considérer, comme le font ces gens, que parce que nous avons eu — et que nous avons toujours — de réelles divergences, l'unité n'est pas possible, c'est être bien peu sûr de ses positions, c'est s'avouer incapable de mener la lutte idéologique, les discussions nécessaires dans cette période.

Recourir à la calomnie et à l'amalgame révisionniste pour critiquer nos positions, c'est reconnaître implicitement que nous existons et que beaucoup de militants HR se posent la question de l'unité avec nous, c'est

tenter en fait misérablement de fuir le problème. Quand l'HR, critiquant nos positions sur l'Algérie laisse entendre dans un même article que nous avons voulu manœuvrer le jeune état algérien, comme les pieds rouges trotskistes, que nous avons soutenu les menées ben bellistes en France, que nous confondons révolution nationale et révolution socialiste, elle n'est pas simplement malhonnête, avant tout elle est impuissante. Impuissante à critiquer réellement les réserves qu'impose à tout marxiste conscient la situation actuelle de l'Algérie : l'émigration massive de la classe ouvrière algérienne, est-elle un pas vers le socialisme, un pas dans l'indépendance qui ne peut être que le font croire ces sophistes, partage en une indépendance politique et une indépendance économique. La semaine dernière, l'HR trouve encore le moyen de nous traiter en quelques lignes d'"officine" bourgeoise et d'ennemis de la classe ouvrière" à propos de la position que nous avons prise sur la situation à Berliet. Abusés, une fois de plus par les contradictions secondaires surgies entre quelques bonzes et un patron, ils cherchent par ces injures à éviter le débat sur l'aristocratie ouvrière et le révisionnisme, sur le rôle contre-révolutionnaire qu'ils jouent en toute circonstance, sur l'attitude de principe que les marxistes-léninistes doivent adopter à leur égard.

Cette forme d'impuissance est secrétée par une conception idéaliste de la réalité du mouvement révolutionnaire. Le mouvement révolutionnaire ne peut pas plus être nié, comme le fait d'un côté l'HR, qu'il ne peut être mis en fiches de police (brochure HR) ou calomnié. Il existe, et toute organisation révolutionnaire consciente doit en tenir compte, si elle veut progresser et s'affirmer comme avant-garde de la révolution. A l'amalgame que les dirigeants d'HR ont appris dans les colonnes de l'Humanité, il est temps de substituer la polémique léniniste dont le souci est de trier le vrai du faux et non de produire le faux pour fuir la réalité. Bien au chaud derrière leurs calomnies, les dirigeants d'HR ne voient pas que ce à quoi aspire le prolétariat révolutionnaire, c'est à l'unité des forces s'affirmant révolutionnaires. Et si pour une fois, ils faisaient sur ce point une enquête dans les masses ?

la main dans le sac !

VILLERUPT :

Sous l'impulsion du maire Sacconi, la municipalité révisionniste de Villerupt propose aux jeunes filles de la ville, de s'engager dans des bataillons... de majorettes. Pour les révisionnistes, c'est une bonne affaire. D'abord, il vaut mieux pour eux que certaines jeunes ouvrières de Villerupt lèvent la jambe en cadence... plutôt que le poing contre les ennemis du prolétariat. Et ensuite, c'est une affaire qui rapporte, à l'occasion de concours et exhibitions de jambes, dotés de nombreux prix. A tel point que Sacconi, en bon gestionnaire, envisage de faire fructifier son capital en l'envoyant se faire bronzer au soleil... de Grèce et d'Espagne.

VILLEFRANCHE :

Sermon du directeur (syndiqué CGT) du CET à des élèves qui refusent de participer aux élections de délégués : "Evidemment ici, les délégués ont un rôle assez limité. Ils distribuent les papiers de l'administration, et se chargent du cahier de textes. Mais dans la vie, vous aurez toujours à prendre des responsabilités ; il est normal que vous commenciez dès maintenant. Plus tard vous travaillerez à l'usine, vous aurez à élire des délégués qui seront vos porte parole auprès du comité d'entreprise. Vous deviendrez peut-être vous même des délégués d'entreprise. Vous aurez alors à discuter avec l'administration au sujet des revendications de vos camarades. C'est pourquoi il vous faut apprendre à avoir des responsabilités. Vous pourrez nous soumettre vos revendications, et même si elles n'aboutissent pas, ça permettra de discuter..."

Un qui a parfaitement compris le sens du Programme Commun, c'est Marcihacy : "La plus grande partie de ce programme, écrit-il dans le Monde, pourrait être acceptée par des conservateurs éclairés". (Au fait pourquoi ce passage n'a-t-il pas été publié dans l'Humanité ?). C'est sans doute pourquoi Marcihacy, ancien candidat à l'Elysée, un de ces hommes qu'on appelle "centriste", appelle de ses vœux la victoire de la "gauche". Et n'allez surtout pas croire que ce ralliement gêne Marchais et cie. Au contraire, c'est une aubaine puisque Marchais appelle de ses vœux le ralliement de beaucoup de petits et moyens entrepreneurs, beaucoup de "patriotes" beaucoup de "démocrates sincères", aussi conservateurs et aussi "éclairés" que Marcihacy. Et pour "l'Union Populaire" recruter dans ce beau monde n'est pas une nouveauté puisqu'elle a déjà pour père le radical PDG et banquier Fabre.

A BAS LA CIRCULAIRE FONTANET

Avec la circulaire Fontanet, la bourgeoisie améliore, unifie son arsenal : elle dispose de plus de moyens légaux pour exploiter et réprimer les travailleurs immigrés.

Mais pour beaucoup d'entre eux, cette circulaire n'apparaît pas comme un moyen de répression supplémentaire.

Dénoncer la circulaire ne suffit donc pas, si on ne la relie pas à la réalité. Il faut organiser les masses immigrées contre la répression, contre les crimes dont elles sont victimes, contre la menace permanente de licenciement et d'expulsion, contre la condition du logement (bidonville, foyer-prison, loyers) et rattacher tous ces aspects à la circulaire Fontanet qui codifie et légalise l'exploitation qui frappe aujourd'hui les ouvriers immigrés.

Ce n'est qu'à cette condition que l'on pourra organiser les masses, en premier lieu les ouvriers immigrés, mais aussi les ouvriers français contre le décret Fontanet, pour l'abrogation de ce décret. Les camarades doivent systématiquement nous faire parvenir toute connaissance qu'ils ont sur l'oppression qui frappe les ouvriers immigrés dans leur région (comme l'ont fait les camarades d'Oyonnax) toutes les initiatives qu'ils prennent pour lutter contre.

Oyonnax la bourgeoisie renforce ses mesures contre les immigrés

A Oyonnax, les immigrés (Algériens, Portugais, Espagnols) représentent plus de 40% de la population active. Aux dures conditions d'exploitation que leur imposent les "rois" du plastique, s'ajoutent des conditions de logement particulièrement dégueulasses :

- en bidonvilles. Autour d'Oyonnax existe une multitude de micro-bidonvilles (10 à 20 personnes). Le plus important regroupe environ 200 portugais.
- au Centre Nord-Africain. Prévu à l'origine pour 170 locataires, il y en a actuellement pratiquement le double (lits superposés, occupés 24 h sur 24 par un système de rotation).
- par les entreprises qui "offrent" à leurs ouvriers des baraquements de fortune ; lorsque les gars sont dans des "algécos" (logements de chantiers) c'est le grand luxe !
- L'immigration plus ancienne est logée en HLM.

En octobre 71, les gars du centre se sont mis en grève contre le surpeuplement de leur foyer (voir F.R. n° 35). Aujourd'hui la Sonacotra construit un foyer de 300 places. Les patrons d'Oyonnax ainsi que les membres du conseil d'administration du Centre (dans lequel siège un responsable CFDT) présentent ce foyer-casernes comme une importante victoire de la lutte d'octobre.

De plus un autre projet est en voie de réalisation à Geilles (à 3 km d'Oyonnax), complètement isolé entre 2 montagnes, froid, humide, en fait sur un terrain n'ayant aucune valeur foncière. Il s'agit de 2 bâtiments destinés à recevoir des portugais (un pour les familles, l'autre pour les célibataires)

habitants en bidonvilles et principalement le bidonville qui regroupe 200 personnes.

Les ouvriers immigrés sont dans leur majorité conscients que pour eux ces constructions ne seront pas une amélioration pour leurs conditions de vie, bien au contraire. Le plan de Thomas (directeur du Centre) est clair, et enlève toute illusion à ceux qui pourraient encore en avoir : pour ce flic l'objectif est de regrouper tous les immigrés d'Oyonnax dans 2 ou 3 endroits non pour améliorer leur logement, mais pour ramasser du fric sous forme de loyers et pour contrôler plus efficacement ces travailleurs. Tout cela est bien dans la droite ligne de la circulaire Fontanet :

- le contrôle et la répression : ceux qui sont actuellement dans les bidonvilles autour d'Oyonnax, échappent encore à tout contrôle des flics, qui n'osent pas s'aventurer dans des en-

droits qu'ils connaissent mal et peu accessibles pour les véhicules. Il y a 3 mois un commissaire a eu un bras cassé en voulant intervenir contre des portu-

- l'exploitation par les loyers : ceux du Centre vont voir leur loyer plus que doubler (de 80 F par lit à 180 F) pour les conditions de logement qui resteront identiques (surpeuplement). Ceux des bidonvilles vont être contraints d'évacuer leurs baraques gratuites pour des cages à lapins froides et humides avec un loyer de 200 à 250 F pour les familles. S'ils refusent les patrons auront toujours les moyens d'exercer le chantage à l'attestation de logement, sans laquelle les flics ne donnent ni carte de séjour, ni carte de travail.

Notre soutien à la grève d'octobre contre le surpeuplement du Centre nous a permis de tisser des liens avec des travailleurs qui y sont logés. Ce qui nous a permis d'engager une campagne dénonçant les plans et les projets des patrons d'Oyonnax dès qu'ils ont été connus.

Aujourd'hui alors que la Sonacotra est en voie d'achèvement, nous devons lancer des mots d'ordre précis, concrets, permettant de mobiliser et d'organiser tous les travailleurs. Le premier de ceux-ci est : PAS D'AUGMENTATION DES LOYERS. A partir de là, nous avons expliqué concrètement ce que représente la circulaire Fontanet, en montrant que les patrons d'Oyonnax sont bien dans sa ligne.

Correspondant Oyonnax



flics tueurs d'ouvriers immigrés

Dans la nuit du 28 au 29 novembre, un ouvrier Algérien Mohammed Diab a été assassiné par un flic armé d'un pistolet mitrailleur dans un commissariat de Versailles.

Tous les prétextes ont été trouvés pour justifier cet assassinat : les flics étaient en légitime défense, Mohammed Diab sortait d'une cure de désintoxication, il était emporté et violent ! ... C'est là dessus que conclut le rapport d'enquête de Marcellin. Rien bien sûr, n'a été dit sur la répression subie quotidiennement par les travailleurs immigrés : contrôle policier, rafles qui les amènent au commissariat où les flics, sous prétexte d'interrogatoire se livrent à de sauvages passages à tabac, ceci bien sûr, au nom de la "légitime défense" !

Cet assassinat est loin d'être un cas isolé. A Saint-Etienne, 6 Algériens ont disparu depuis le début de l'année, il y aurait en moyenne une agression tous les 15 jours. Le commissaire se refuse à toute enquête : "Si vous n'êtes pas contents de la France, vous n'avez qu'à partir !". A Roubaix, tout récemment, des bandes fascistes fonoent sur un cycliste Algérien, attaquent les cafés, assomment un ouvrier Algérien puis le jettent dans le canal. A Caen, Ada Dahmane est découverte le visage ensanglanté et meurt après à l'hôpital. Les flics refusent de communiquer les résultats de l'autopsie, répriment des militants anti-racistes qui dénoncent cet assassinat sur un marché.

Assassiner les ouvriers immigrés dans les commissariats, couvrir les auteurs fascistes des assassinats isolés, réprimer ceux qui les dénoncent : voilà un des rôles que donne la bourgeoisie à la police, voilà le rôle qu'elle lui confirme en lui donnant carte blanche dans la circulaire Fontanet : sous prétexte de "simplifier les démarches", c'est désormais officiellement la police, elle seule, qui accorde ou refuse carte de séjour et carte de travail.

FLICS ASSASSINS !
A BAS LA CIRCULAIRE FONTANET !

Saccager les chambres, comme à Suresnes, un moyen d'expulser les immigrés.

ARA nos camarades agissent contre les licenciements

Les camarades du Comité ouvrier des chantiers Audincourt Belle Etoile, qui est formé de délégués élus, ont entrepris la lutte contre le licenciement de 3 aides-monteurs. Au cours d'une entrevue avec l'Inspection du Travail, ils ont montré que plusieurs entorses aux lois avaient été commises : Comité d'entreprise non prévenu, Inspection du travail non prévenue, horaire maintenu à 46 heures. Devant ces faits, l'Inspecteur du Travail a été contraint de demander à la direction l'annulation des licenciements. Au bout d'une semaine, comme la direction restait muette, le Comité ouvrier demandait à l'Inspecteur d'intervenir une deuxième fois. Mais ces démarches restèrent vaines. Cette action a permis au moins de montrer que l'Inspection du Travail n'est qu'un organisme bidon qui prétend défendre les ouvriers mais, en réalité, s'entend comme larrons en foire avec les patrons.

A côté de ces démarches, les camarades ont développé leurs propagandes (tracts, discussions) afin de grouper les ouvriers d'ARA autour du Comité ouvrier. Les principaux thèmes mis en avant sont :

- la lutte contre les licenciements qui ont pour conséquence l'extension du chômage et qui s'accompagnent de l'augmentation des cadences, la dénonciation des révisionnistes de la CGT et du P"CF qui sont aujourd'hui de véritables larbins de la bourgeoisie qui tentent avec l'union de la gauche de devenir les nouveaux gestionnaires du capital.

Correspondant ARA.

roubaix des camarades ripostent aux provocations policières

Depuis 6 mois, nous diffusons régulièrement tous les dimanches sur le marché de Roubaix Front-Rouge et nous faisons de la propagande avec des panneaux sur le lutte des peuples d'Indochine, de Palestine, les luttes de la classe ouvrière en France... Nous commençons à nous lier aux masses et les flics depuis un mois nous provoquent systématiquement. La bourgeoisie commence à s'inquiéter des succès de la propagande marxiste-léniniste, elle envoie ses flics contre nous pour tenter de nous intimider.

Les flics ont d'abord commencé par nous demander systématiquement de les suivre pour vérification d'identité. Devant notre attitude ferme de refus, ils sont passés à l'attaque. Le 12 novembre, ils réussissent à nous embarquer malgré nos protestations et la réprobation des gens qui se sont attroupés.

Nous décidons de profiter de cette arrestation pour intervenir le dimanche suivant sur le rôle de la police, instrument de la dictature de la bourgeoisie : nous dénonçons la répression qu'elle exerce contre la classe ouvrière en lutte (arrestation de grévistes de Philard), contre les militants révolutionnaires, nous dénonçons sa corruption (Tonnot, ancien commissaire principal de Roubaix emprisonné pour complicité de proxénétisme).

Le 19, les flics interviennent à 3 reprises chaque fois un peu plus nombreux à cause de notre résistance et à cause de l'agitation que nous faisons et qui nous donne le soutien d'une bonne partie de la population ouvrière du marché. La riposte est énergique : des coups sont échangés, un car qui embarque un camarade est attaqué. Avec 3 cars, plus de nombreux flics en civil par petits groupes, matraque à la main, ils finissent par embarquer 5 militants. Au commissariat, la résistance ne faiblit pas : les camarades refusent la photo et gardent l'offensive en attaquant les flics sur l'arrestation de Tonnot. Tous sont relâchés dans l'après-midi. De telles manœuvres d'intimidation ne nous empêcheront pas de diffuser Front Rouge et de continuer notre propagande sur le marché.

Correspondant Roubaix

villefranche des dizaines de familles ouvrières préparent l'indice front rouge

Intervenant depuis plusieurs semaines à Villefranche sur la baisse du salaire réel (voir Front Rouge n° 43 p. 3), nous avons commencé depuis 2 semaines à établir avec plusieurs dizaines de familles ouvrières d'un quartier HLM, un budget qui reflète leurs dépenses réelles au cours d'un mois. Nous avons pris contact avec ces familles en faisant du porte à porte, après avoir annoncé notre visite par un tract dans les boîtes aux lettres.

Dans nos premiers contacts avec les travailleurs nous parlons de l'utilisation d'un véritable indice des prix pour combattre les truquages de la bourgeoisie, pour bien mettre en lumière la baisse du salaire réel des ouvriers. Nous expliquons que tout cela, la CGT le camoufle avec son indice qui prend pour base un salaire mensuel de 1 600 F par mois, alors que 6 millions de travailleurs en France gagnent moins de 1 000 F, car elle veut faire croire qu'un changement de gouvernement suffirait à améliorer le niveau de vie. Nous insistons sur le fait que les indices CGT et INSEE sont mis au point par des "experts" qui manipulent les chiffres mais qui ne viennent pas demander aux ouvriers eux-mêmes comment évolue leur budget : les travailleurs que nous avons vus sont très sensibles à ce fait.

La discussion s'engage facilement, les ouvriers sont préoccupés au plus haut point par la hausse des prix,

comme le montrent les nombreux exemples qu'ils donnent, l'un se souvient comment avec un salaire plus faible il y a quelques années, il pouvait acheter plus de nourriture qu'aujourd'hui, un autre montre comment pour une même liste d'achats chaque semaine, la dépense est en quelques années passée presque du simple au double.

Parmi les familles contactées (beaucoup d'immigrés) ce sont les plus exploités (familles nombreuses dont le salaire du père est d'environ 1 000 F par mois) qui acceptaient le mieux de faire le budget. C'est en effet plus facile pour elles car elles y sont déjà obligées par la force des choses : dans une famille où le salaire permet à peine d'assurer le minimum vital, il faut compter au jour le jour pour arriver à la fin du mois.

Pour arriver à des résultats précis, et parce qu'au début les travailleurs craignent que ce soit long et ennuyeux à faire, nous avons mis au point une sorte de livret imprimé, avec la liste des dépenses d'une famille pour chaque jour de la semaine, et ils n'ont qu'à remplir aux endroits correspondants, ça facilite bien les choses. De plus ça donne confiance aux gens qui voient que nous voulons établir leurs budgets réels avec beaucoup d'exactitude.

Dans la participation active des travailleurs à l'élaboration de leurs bud-

gets, nous avons rencontré plusieurs difficultés :

Même s'ils sont persuadés que le capitalisme n'offre rien de bon, on rencontre souvent un certain fatalisme avec les réflexions du genre : "c'est toujours les petits qui trinquent", "les gros mangent les petits, ça sera toujours comme ça" Et ils ne voient pas toujours bien à quoi peut servir l'indice Front Rouge, en quoi ça peut être une arme au service de la lutte contre la paupérisation.

Aussi pour progresser dans la mobilisation et l'organisation des travailleurs qui nous accordent déjà leur sympathie, nous allons :

- renforcer la propagande sur la nécessité de détruire le système capitaliste, dans lequel il ne peut y avoir d'améliorations durables, sur le socialisme, en insistant tout particulièrement sur les réalisations concrètes en Chine et en Albanie, où les prix baissent alors que les salaires augmentent (utiliser par exemple la brochure AFC "vie quotidienne et logement en Chine"). Cette propagande se fait quand on retourne voir les familles plusieurs fois dans le mois, en profitant des réunions spontanées des ménagères qui souvent s'invitent l'après-midi pour boire le café.
- proposer des actions. Par exemple faire des affiches en commun et les coller par petites équipes avec les travailleurs dans les halls des im-

le budget du travailleur



meubles pour rendre publics des budgets, relever de semaine en semaine avec les travailleurs les hausses récentes dans les magasins afin de les dénoncer et toucher ainsi un plus grand nombre de travailleurs. Intervenir avec des panneaux dans les supermarchés, tenir sur place des meetings de protestation, organiser la lutte contre les hausses de loyers (grèves des loyers, etc.).

Dans les usines de Villefranche où se trouvent des camarades, nous nous servirons des premiers budgets ainsi établis pour faire une agitation vivante et établir des revendications précises sur l'augmentation des salaires.

Quand nous aurons les premiers budgets mensuels, nous tiendrons des réunions avec des travailleurs contactés au porte à porte, pour débrouiller les premiers résultats, discuter des possibilités sur cette base d'actions immédiates.

Correspondant Villefranche

250 JOURS D'OFFENSIVE VICTORIEUSE

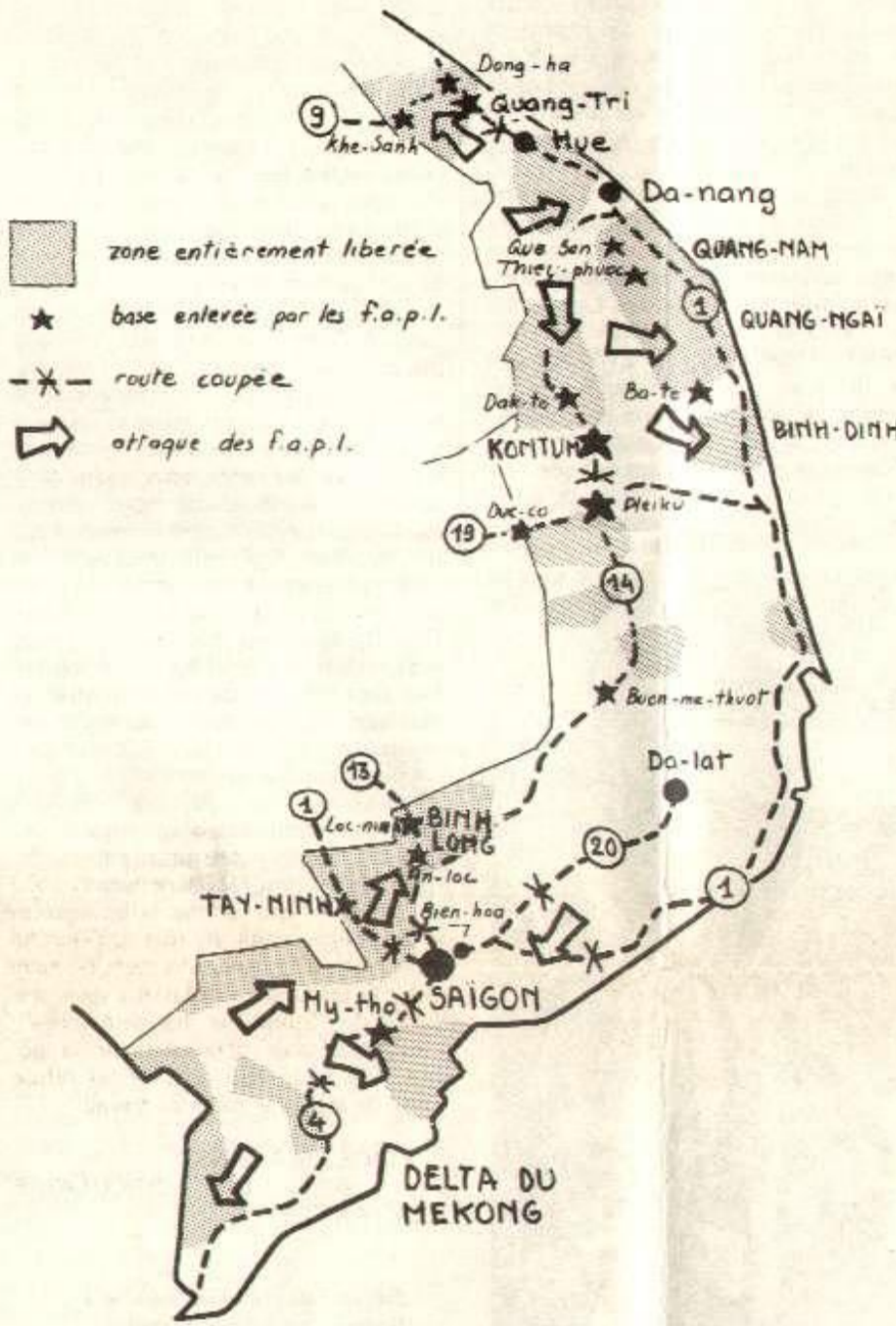
Dans la presse bourgeoise, les discussions Kissinger-Le Duc Tho à Gif-sur-Yvette ont pris le pas sur la situation au Vietnam. A tel point que certains journalistes prétendent qu'il n'y a plus de combat au sud-Vietnam. Nous avons toujours soutenu la juste position du GRP et du FNL du Sud-Vietnam, qui accorde la priorité à la lutte armée au sud-Vietnam, à la guerre populaire jusqu'à la victoire finale. C'est cette guerre populaire victorieuse qui a contraint les américains à négocier et conclure l'accord sur la cessation de la guerre qui reprend les grandes lignes du programme du GRP. C'est cette guerre populaire qui remporte en ce moment même, des victoires de plus en plus grandes, qui chassera les américains et leurs fantoches hors du Vietnam, s'ils refusent obstinément de signer l'accord. Tel est en particulier l'objectif des 250 jours d'offensive victorieuse des FAPL.

Bilan (provisoire) de 7 mois et demi d'offensive (au 18 novembre).
 * 350 000 ennemis hors combat (soit plus de 1/3 des effectifs fantoches)
 * sur 1 000 soldats fantoches, 23 déserteurs.
 * 8 divisions anéanties (sur 13)
 * 2 100 avions abattus ou détruits au sol (1 400 avions US sont actuellement engagés en Indochine).

LA BATAILLE DE QUANG TRI

Une partie du dispositif militaire américano-fantoches au Sud-Vietnam reposait sur une série de grandes bases aux noms célèbres : Dong Ma, Khé Sanh, Dak To, Pleiku, Buon Me Thuot, Tay Ninh... Dispersées du nord au sud du pays, le long de la frontière, ces bases visaient à couper les FAPL de toute aide extérieure, en particulier du ravitaillement acheminé par la fameuse piste Ho Chi Minh, depuis la RDVN, le Laos et le Cambodge. Dès le premier mois de l'offensive, avril 72, ce dispositif vole en éclats : en un mois, 40 bases sont enlevées par les FAPL, et près de 100 000 soldats fantoches mis hors de combat, sur les 3 fronts : de Quang Tri au nord, des hauts plateaux au centre, et du Nord-Ouest de Saïgon.

La bataille de Quang Tri dure depuis le début de l'offensive. Les FAPL y ont mis en oeuvre des forces importantes et un armement moderne, des chars, l'artillerie. En même temps, les guerilleros locaux, la population de la province harcelaient sans répit les arrières de l'ennemi, et investissaient les postes de village. En même temps, au sein même des troupes fantoches, les soldats patriotes refusaient de combattre les FAPL ; c'est ainsi que le 56^e régiment tout entier, officiers et armement compris, s'est rallié aux FAPL. Le 1^{er} mai, la province de Quang Tri était entièrement libérée et tous les efforts entrepris par les américano-fantoches depuis, pour la reconquérir, ont échoué. Des bombardements ininterrompus, une moyenne de 1 500 tonnes de bombes par jour, des villes et des villages complètement rasés. Une vaste contre-offensive fantoches, l'opération "Lam Son 72" lancée le 28 juin avec 20 000 hommes. L'enrôlement forcé et massif d'hommes de tous les âges, pour reconstituer les meilleures troupes fantoches complètement décimées. Tous ces efforts ont échoué devant les hauts faits d'arme de la population et des FAPL de Quang Tri. Et aujourd'hui, les combats durent encore, coûtant près de 300 hommes par jour à la clique US Thieu.



déroulés sur les Hauts-Plateaux où la base de Du-Co, sur la partie Cambodgienne est tombée le 2 novembre. Et surtout, plus au sud, autour de Loc-Ninh et An Loc, sans autre résultat pour les fantoches que l'anéantissement du gros de leurs forces vives,

leurs meilleures troupes, leur meilleur matériel et leurs principales bases. Ces victoires éclatantes ont constitué pour les autres fronts un puissant stimulant moral, et en même temps une aide inappréciable, car, pour tenir ces fronts, les US-Thieu ont été obligés de

pour les 3 millions 1,2 million en un mois

SOUSCRIPTION DU 19-11 au 3-12

Librairie populaire	70 F
Lille-Roubaix	170 F
Sachaux	100 F
Villefranche S/Saône	96,60 F
Bourg	15 F
Lyon	1760 F
Nantes	7,50 F
Décines	120 F
Amiens	200 F
Marseille	40 F
Fos S/Mer-Martignes	170 F
Paris	600 F
Lyon	337,50 F
Lyon	750 F
Total :	4535,90 F

tions restantes. En clair, 150 000 AF de plus qu'à chaque souscription précédente. Nous ne devons pas craindre de poser sans détours devant les masses la question du soutien financier à Front Rouge. Nous devons montrer l'enjeu politique de cette bataille : le développement de notre presse est un impératif révolutionnaire.

Total depuis le début de la souscription : 18 271,55 F.
 Reste à souscrire : 11 728,45 F.
 Le cap des 500 000 AF fixé pour cette quinzaine (cf FR 47) n'a pas été atteint !
 Pour tenir notre objectif, il faut 1,2 million pour le mois de décembre, ce qui fait 600 000 AF pour chacune des 2 souscrip-

pour les 3 millions en décembre :
 - ventes de bons de soutien et collectes à toutes les diffusions de Front Rouge.
 - les lecteurs, sympathisants qui n'auraient pas souscrit, doivent le faire, même une petite somme sous forme de timbres, par exemple.
 - tous les camarades doivent faire des abonnements de soutien.
AMPLIFIONS NOTRE EFFORT !

LA LIBERATION DE MY THO

Un 2^e élément du système américano-fantoches est la pacification, un vaste réseau de postes militaires, de garnisons de villages, de "hameaux stratégiques" véritables camps de concentration où étaient enfermés les paysans ; et une vaste armée de près de 700 000 hommes, membres des forces paramilitaires, parmi lesquels des spécialistes de la répression et de la torture. Dès le mois d'avril, profitant du départ des troupes fantoches pour les zones de combat, la population et les FAPL des provinces côtières du centre-Vietnam, (Binh Dinh) et du delta du Mékong ont fait voler en éclats la "pacification" et installé le pouvoir populaire sur de nouvelles zones libérées. Depuis, dans le delta du Mékong, plus de 1,7 million d'habitants se sont ainsi libérés, liquidant 1 300 postes militaires. Et la zone libérée s'est étendue aux provinces de Quang Nam, Quang Ngai, avec la libération de Ba To le 31 octobre.

aujourd'hui la région peut prendre une part active aux combats : de petits ateliers de campagne fabriquent des armes, les guerilleros locaux contrôlent nuit et jour la route n° 4, route d'une grande importance stratégique entre Saïgon et le delta, et leur DCA cause de lourdes pertes à l'aviation US-Thieu. Grâce au travail politique fait dans l'armée fantoches, de nombreux soldats des troupes locales fantoches ont rallié les FAPL, et, à plusieurs reprises, la population de My-Tho s'est opposée par la force aux rafles ordonnées par Thieu pour contrôler de force tous les hommes valides.

A l'avant garde sur ce front, la population et les FAPL de la province de My Tho remportent depuis juillet des victoires exemplaires. Il a d'abord fallu remettre la région sur pieds, rouvrir les écoles, créer des équipes sanitaires, réparer les dégâts causés par la guerre dans les champs, y reprendre le travail. Tout cela, en se protégeant des bombardements US quasi quotidiens. Au-

L'EFFONDREMENT DE LA DEFENSE DE SAIGON

Etrillés sur les champs de bataille, chassés des campagnes, les restes de l'armée US-Thieu se sont réfugiés dans quelques grandes villes, laissant l'aviation US supporter seule le plus gros des combats : Hué, Da Nang, Saïgon. Dans ces villes mêmes, ils ne sont plus en sécurité. Depuis août 72, les FAPL ont commencé un long travail de grignotage du dispositif de défense militaire de ces grandes villes. Les bases militaires qui les entourent tombent les unes après les autres : Bastogne près de Hué, Que Son près de Da Nang, qui a été elle-même plusieurs fois bombardée par les FAPL.

le révisionniste Fourniau démasqué

Samedi 25 novembre à la Maison de la Culture de Grenoble, le révisionniste Charles Fourniau animait un débat sur le Vietnam. En apparence, Fourniau prend des positions "dures", explique que les négociations et l'accord sur le plan de paix sont dus aux victoires de l'offensive d'avril. En apparence Fourniau explique et soutient les positions des vietnamiens.

Puis des marxistes-léninistes interviennent. Ils dénoncent l'URSS qui sabote l'unité des peuples Indochinois en soutenant la clique Lon Nol au Cambodge, et prétend imposer aux palestiniens l'Etat fantoches d'Israël. Ils montrent que la guerre du peuple est invincible, qu'inéluctablement elle vaincra l'impérialisme US, comme elle a vaincu l'impérialisme français. Ils montrent ce qu'est pour les révolutionnaires l'exemple de l'Indochine : comment l'im-

périalisme maintient sa domination par les armes et comment la lutte armée est nécessaire pour le vaincre.

Alors le révisionniste Fourniau se démasque. Laissant de côté la question embarrassante de l'URSS, il dit qu'il ne faut pas "extrapoler et généraliser rapidement"... et concentre ses attaques contre la guerre populaire et la lutte armée : "Jamais les Vietnamiens n'ont dit que la guerre populaire et la lutte armée vaincraient inéluctablement que c'était valable pour tous les peuples dominés par l'impérialisme", et Fourniau continue : "Les Vietnamiens n'étaient pas convaincus que la lutte armée était nécessaire pour vaincre l'impérialisme ; par exemple entre 54 et 61, ils ont tout fait pour éviter la lutte armée...". Alors que depuis 1930, les communistes vietnamiens l'ont pro-

clamée et ont préparé politiquement les masses à cette forme de lutte nécessaire. Et Fourniau avoue enfin que, pour lui, l'enseignement du marxisme-léninisme qui dit que la violence révolutionnaire est nécessaire pour se libérer du joug de l'impérialisme, ça ne veut pas dire nécessité de la lutte armée.

Fourniau en bon révisionniste, fait tout pour isoler la lutte des peuples d'Indochine et limiter sa portée exemplaire. Les marxistes-léninistes, par leurs interventions, l'ont obligé à contredire l'interview de GIAP qu'il avait lui-même projeté quelques instants plus tôt. Les magouilles de Fourniau n'ont pas échappé à l'assistance dont une partie a pu juger de quoi sont capables les révisionnistes.

Correspondant Grenoble.

vive l'albanie rouge

A l'occasion du 28^e anniversaire de l'Albanie socialiste, les Amitiés Franco-Albanaises ont fait leur première manifestation publique. Des amis de l'Albanie étaient venus en nombre à ce meeting et la salle de la Mutualité était pleine. Des orateurs ont parlé de la lutte de libération nationale, du rôle de la femme albanaise, de la dictature du prolétariat et du rôle de la classe ouvrière en Albanie Socialiste. Autour de la salle, des panneaux fabriqués par les comités parisiens des AFA décriaient le socialisme en Albanie. C'est un excellent départ pour les amitiés Franco-Albanaises.

en vente les brochures front rouge

- * les OS face à l'intensification du travail 2 f
- * la paupérisation de la classe ouvrière dans le nord 1 f

ajouter 0,50 par brochure pour le port

abonnement de soutien

Abonnement d'1 an : cocher la somme choisie

NOM
 PRENOM
 ADRESSE

50 f. **100 f.** **200 f.**

envoyez ce bon à Front Rouge BP 47 69 397 LYON CEDEX 3

abonnez-vous à front-rouge ccp 204-51 lyon

	France		Etranger	
Prix normal	1 an 20 F	6 mois 10 F	1 an 48 F	6 mois 20 F
Prix fermé	1 an 70 F	6 mois 35 F	1 an 100 F	6 mois 50 F

abonnement : 3 mois : 5 f